L'ABEILLE DE LA N. ORLEANS

Bureaux, No 73, rue de Chartres

NOUVELLE-ORLEANS

MERCREDI 22 AOUT.

VENTES JUDICIAIRES.

Henry Larquié vs. B. Cohn & H. Levy.

SIXIEME COUR DE DISTRICT de la Nouvelle-Orléans — No 18,241 — En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Honorable Sixième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai le MARDI, dix huit de septembre 1866, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de la propriété dont description suit:

Un terrain situé dans le Quatrième District de cette ville, dans l'ilet borné par les rues Washington, Fulton, Quatrième et Rousseau.

Le dit terrain mesure, mesure anglaise, trente trois pieds dix pouces de face à la rue Quatrième sur cent vingt pieds de profondeur, et est composé de 1o—Un terrain désigné par le No vingt et un suivant plan dressé par N. L. Atkinson, et déposé en l'étude de H. B. Cenas, ci-devant notaire public en cette ville. Acquis de la succession de Faustin St-Amand, suivant acte, en date du 11 avril 1858 au rapport de J. R. Borgstede, alors Recorder et ex-officio notaire public pour la paroisse de Jefferson.

2o—Et d'une langue ou portion de terre mesurant deux pieds quatre pouces de face à la rue Quatrième et s'étendant sur toute la profondeur du Terrain No vingt-deux.

La dite langue ou portion de terre a été prise du terrain No vingt-deux du dit plan, du côté du No vingt et un, et a été acquise de Henry Weber suivant acte au rapport de J. D. Coffey, notaire public, en date du 26 août 1856.

Ensemble avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent.

Appartenant au défendeur Hayman Levy et saisie dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—comptant au moment de l'adjudication.

HARRY T. HAYS, Shérif de la Paroisse d'Orléans.

17 août—24—sept 1,10,18

La Banque des Citoyens de la Louisiane vs. Pierre-Jean Aromi.

DEUXIEME Cour de District de la Nouvelle-Orléans —No 27,157—En vertu d'un writ de saisie et vente à moi adressé par l'Honorable Deuxième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai le SAMEDI huit de septembre 1866, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de la propriété dont description suit:

Deux terrains situés au faubourg Washington dans le Troisième District de cette ville dans l'ilet borné par les rues de la Levée, Elmire, Moreau et Congrès, désignés par les Nos Un et Deux d'après un plan dressé par J. A. Pueyo, ci-devant arpenteur, le 13 avril 1844.

Lesdits terrains ayant, mesure américaine, les dimensions suivantes, savoir: — Le No Un, trente pieds deux pouces et une ligne de face au Chemin Public entre les rues Elmire et du Congrès, trente pieds sur la ligne du côté, trente-trois pieds sept pouces et cinq lignes de profondeur du côté de la rue Elmire [illegible]

[illegible]

Ensemble avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent [illegible]

[illegible]

Et la balance du prix d'adjudication, comptant au moment de l'adjudication.

HARRY T. HAYS, Shérif de la Paroisse d'Orléans.

Août—7, 16, 24, 1, 8 sept.

W. C. Budd vs. Joseph Stinson.

TROISIEME Cour de District de la Nouvelle-Orléans—No. 21,240 — En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Honorable Troisième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai, le MARDI dix-huit de septembre 1866, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de la propriété dont description suit:

Deux terrains situés au faubourg Ste Marie, dans le Premier District de cette ville, dans l'ilet borné par les rues Girod, du Camp, St Marie et Sud Place Lafayette désignés par les Nos Un et Deux suivant plan dressé par Alfred Fortall [illegible]

[illegible]

A. Schneidau & Co. vs. W. T. Pennington, capitaine, W. T. Pennington & Gidden, propriétaires de la goélette "Gipsy."

TROISIEME COUR de District de la Nouvelle-Orléans—No. 21,042 [illegible]

[illegible]

HARRY T. HAYS, Shérif de la Paroisse d'Orléans.

Vente par le shérif de la Paroisse d'Orléans, à l'effet d'opérer un partage.

C. O. FREEMAN et als. vs. ELLA J. FREEMAN et als, mineurs.

DEUXIEME COUR DE DISTRICT de la Nouvelle-Orléans—No 27,098 (ACTION EN PARTAGE)

[illegible]

HARRY T. HAYS, Shérif de la paroisse d'Orléans.

H. W. KALKE vs. ... Schooner ... le capitaine et les propriétaires.

SIXIEME Cour de District de la Nouvelle-Orléans [illegible]

[illegible]

HARRY T. HAYS, Shérif de la Paroisse d'Orléans.

AUGUSTE vs. Goélette ADELAIDE, ...

QUATRIEME COUR de District de la Nouvelle-Orléans [illegible]

La goélette ADELAIDE, ensemble avec ses voiles, agrès [illegible]

HARRY T. HAYS, Shérif de la Paroisse d'Orléans.

2 août—20, 29, 8, 15 [illegible]

BERTRAND SALOY vs. CHARLES SEUZENEAU.

SIXIEME Cour de District de la Nouvelle-Orléans —No 18,549 — En vertu d'un writ de saisie et vente à moi adressé par l'Honorable Sixième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai le MARDI, onze de septembre 1866 à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de la propriété dont description suit:

[illegible]

Conditions—comptant au moment de l'adjudication.

HARRY T. HAYS, Shérif de la paroisse d'Orléans.

[illegible] août—20, 29 sept 4, 11

Chas. E. Alter vs. Geo. Connelly & Co.

SIXIEME COUR de District de la Nouvelle-Orléans —No 18,551—En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Honorable Sixième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai le SAMEDI vingt-cinq août 1866, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de la propriété dont description suit:

Une certaine portion de terre située dans le Premier District de cette ville, étant la moitié du terrain désigné par le No Quatre-vingt six de l'ilet désigné par le No Sept, borné par les rues des Remparts, du Bassin, du Canal et de la Commune et mesurant trente pieds de face aux rues des Remparts et du Bassin, sur cent vingt pieds de profondeur.

Ensemble avec toutes les améliorations qui s'y trouvent, droits, privilèges, &c.

Saisie dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant, au moment de l'adjudication.

HARRY T. HAYS, Shérif de la paroisse d'Orléans.

1 juillet—août 2, 11, 18, 25

Compagnie d'Assurance Mutuelle des Citoyens.

BUREAU, RUE CARONDELET, No 3.

Nlle-Orléans, 1er décembre 1865.

CONFORMÉMENT à sa charte, la Compagnie publie l'état suivant de ses affaires:

Montant des primes pour l'année expirée le 30 novembre 1865		$220,611 50
Savoir:		
Primes d'incendie	$142,595 65	
Primes de mer	54,783 43	
Primes de rivière	23,232 43	
En moins, primes non-expirées	20,383 00	
Primes remboursées	1,278 88	22,661 38
Primes inscrites		$198,949 82
Pertes payées, savoir:		
Sur les risques d'incendie	$38,218 37	
Sur les risques de mer	31,159 17	
Sur les risques de rivière	16,735 72	
	$86,113 46	
Réassurance	8,748 82	
Quinze pour cent remboursés	10,754 54	
Taxes et licences des Etats Unis, de la ville et de l'Etat	10,079 82	
Frais, profits et pertes, intérêt de scrip, escompte et intérêt en moins	25,702 70	142,399 34
Montant net des primes participan[tes]		$46,550 28

L'actif de la Compagnie [est comme] suit:

Dû pour primes, en voie de perception	$61,694 19
Effets pour primes	27,397 00
Placé en actions de chemins de fer	32,311 00
Placé en actions de banques	71,451 50
Placé en scrip de Compagnies d'Assurance Mutuelle	72,522 00
Prêts sur garanties	16,427 70
Prêts sur hypothèque	15,527 43
En caisse	29,993 02

Le susdit tableau est une copie exacte tirée des livres de la Compagnie.

O. GAILLARD, président.

H. CASTAREDE, secrétaire.

Etat de la Louisiane.

Paroisse d'Orléans, ville de la Nouvelle Orléans.

Assermenté et souscrit pardevant moi, ce 19 décembre 1865.

SAMUEL MEYERS, Deuxième juge de paix dans et pour la paroisse d'Orléans.

Les directeurs ont résolu de payer, à partir du 9 février 1866, six pour cent d'intérêt sur les certificats de Scrip non encore payés; ils ont de plus déclaré un dividende de scrip de vingt-cinq pour cent sur le montant net des primes participant, pour l'année expirée le 30 novembre 1865 et il sera émis des certificats, pour ledit dividende, à partir du deuxième lundi de février prochain.

DIRECTEURS.

J. Lucher	J. Lemore,	D'que Bouligny
A H D'Meza	John Gauche	Omer Gaillard
A. Miltenberger	J. A Stouse,	T. Avendano
A. Bidault	A. Marques	Jas A. White
	A. Violin Detrey	[illegible]

VENTES JUDICIAIRES.

Marie E. A. Tureaud, uxor vs. Marius S. Bringier, mar.

COUR DU QUATRIEME DISTRICT JUDICIAIRE, paroisse Ascension — No 1368 — En vertu d'un writ de fieri facias, à moi adressé par l'Honorable Cour du Quatrième District Judiciaire, Paroisse Ascension, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai le VENDREDI Sept de Septembre 1866, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de la propriété dont description suit:

Un terrain situé dans le Premier District de la ville de la Nouvelle Orléans dans l'ilet borné par les rues Delord, du Camp, Poeyfarre et des Magasins [illegible]

[illegible]

Conditions—Comptant au moment de l'adjudication.

HARRY T. HAYS, Shérif de la Paroisse d'Orléans.

Earhart & Ferguson vs. Harvey Guild—Les mêmes vs. les mêmes. Les mêmes vs. Harvey Guild et sa femme.

DEUXIEME COUR DE JUSTICE, Paroisse d'Orléans—Nos 8,621, 8,866 et 3,661 [illegible]

[illegible]

JOHN C. KUZAC, Constable de la Deuxième Cour de Justice.

CHARLES A. GAYARRE, jr., vs. MICHAEL HUGHES & ARTHUR BELANGER.

QUATRIEME Cour de District de la Nlle-Orléans—No 17,601—En vertu d'un writ de saisie et de vente à moi adressé par l'Honorable Quatrième Cour de District de la Nlle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai le MARDI dix-huit de septembre 1866, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de la propriété dont description suit:

UNE PROPRIÉTÉ située au faubourg Bernard [illegible]

[illegible]

Conditions—Comptant, au moment de l'adjudication.

HARRY T. HAYS, Shérif de la Paroisse d'Orléans.

WALLACE & CO. vs. RICHARD J. HENNESSEY et al., vs. LE BATEAU A VAPEUR ROSALIE JUDSON & AL.

TROISIEME COUR de District de la Nouvelle-Orléans—No 21,490 [illegible]

Le bateau à vapeur ROSALIE JUDSON, ensemble avec sa machinerie [illegible]

Conditions—comptant au moment de l'adjudication.

HARRY T. HAYS, Shérif de la paroisse d'Orléans.

Vente par le shérif de la Paroisse d'Orléans à l'effet d'opérer un partage.

Louise Tureaud vs. la veuve A. M. Tureaud, tutrice.

COUR DU QUATRIEME DISTRICT JUDICIAIRE, Paroisse de St-Jacques.

ACTION EN PARTAGE.

[illegible]

Quatre terrains situés dans le Quatrième District de la ville de la Nouvelle-Orléans [illegible]

[illegible]

Conditions—Comptant au moment de l'adjudication.

HARRY T. HAYS, Shérif de la paroisse d'Orléans.

Adelaide Vivant vs. William Francis; Wm S. Benedict vs le même—Nos 20,259 et 20,078.

TROISIEME Cour de District de la Nlle-Orléans [illegible]

[illegible]

Trois certains terrains situés dans le Deuxième District de cette ville, dans l'ilet désigné par le No trois, compris entre les rues du Quartier, Dorgenois, Rocheblave et de l'Hôpital [illegible]

[illegible]

Conditions—Comptant au moment de l'adjudication.

HARRY T. HAYS, Shérif de la Paroisse d'Orléans.

Succession de Thomas Hughes, fi. fas. en faveur de Henry Williams, Jr., et de J. Q. Bradford, contre les enfants mineurs de Thomas Hughes.

DEUXIEME Cour de District de la Nouvelle-Orléans—No 18,443 [illegible]

[illegible]

Conditions—Comptant au moment de l'adjudication.

HARRY T. HAYS, Shérif de la paroisse d'Orléans.

W. C. C. CLAIBORNE vs F. E. WILTZ.

CINQUIÈME Cour de District de la Nouvelle-Orléans—No 16,966—En vertu d'un writ de saisie et vente à moi adressé par l'Honorable Cinquième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai le LUNDI dix de Septembre 1866, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de la propriété dont description suit:

1o. UN TERRAIN situé au faubourg Marigny, dans le Troisième District de cette ville, rue de l'Esplanade, entre les rues Grands-Hommes et Bagatelle [illegible]

[illegible]

2o. UN TERRAIN situé au faubourg Marigny, dans le Troisième District de cette ville, désigné par le No 483 [illegible]

[illegible]

Saisie dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—comptant au moment de l'adjudication.

HARRY T. HAYS, Shérif de la paroisse d'Orléans.

7 août—15 27 sept 3 10

Compagnie d'Assurance MUTUELLE DES MARCHANDS.

DOUZIEME ETAT ANNUEL.

CONFORMÉMENT à sa charte, la Compagnie publie l'état suivant de ses affaires:

Montant des primes pour l'année expirée le 31 mai 1866, y compris les primes non expirées de l'année précédente:		
Sur les risques d'incendie	$966,168 00	
Sur les risques de rivière	471,133 02	
Sur les risques de mer	347,252 22	
Total des primes		$1,784,554 22
En moins—Primes non expirées le 31 mai 1866	$231,315	
Primes remboursées	35,169 38	
		$266,484 38
Montant net des primes au 31 mai 1866		$1,518,069 84
Pertes payées pendant l'année:		
Sur les risques d'incendie	$202,892 16	
Sur les risques de rivière	228,520 50	
Sur les risques de mer	281,522 88	
	$712,935 54	
Taxes	39,354 17	
Réassurances, Profits et Pertes	175,993 59	
Remboursé, 10 et 15 pour cent	70,309 76	
		$1,069,168 56
		$449,906 28
Intérêts, moins dépenses		2,549 27
Bénéfice net		$451,505 55
Montant net des primes au 31 mai 1866		$1,518,069 84
Moins montant des primes sur lesquelles il a été remboursé 10 et 15 p0/0		527,935 00
Montant des primes participant aux profits		990,134 84

L'actif de la Compagnie est comme suit:

En caisse	$266,450 97
Propriétés foncières	147,031 20
Billets garantis par hypothèques	566,515 71
Billets garantis par nantissements	54,887 15
Actions de Banques	170,760 00
Primes en voie de perception	119,226 88
Effets à recevoir	119,197 44
Scrips d'autres Compagnies mutuelles	45,730 06
Bons de l'Etat de la Louisiane	1,809 00
Actions de la Presse "Levee Steam"	5,000 00
Actions du Dry Dock Vallette	4,375 00
Actions de la Compagnie du Gaz	5,000 00
Bons de la ville	94,424 00
	$1,604,088 35
En moins:	
Intérêts dus et non réclamés	$31,378 06
Intérêts à payer en juillet	54,169 38
	$85,547 44
Scrip de 1858 payable en juillet	185,683 00
Primes non échues le 31 mai 1866	231,315 00
	$502,546 44
Actif net	$1,101,562 91

ETAT DE LA LOUISIANE, Paroisse d'Orléans.

Nouvelle Orléans, 5 juin 1866.

[illegible] comparu devant moi [illegible] John Pemberton, président, et Fourchy, secrétaire de la Compagnie d'Assurance des Marchands, lesquels ayant été dûment assermentés, conformément à la loi, ont déclaré que le tableau ci-dessus est une copie exacte des livres de la Compagnie.

JOHN PEMBERTON, Président.

P. FOURCHY, Secrétaire.

Assermenté et signé devant moi, ce ... juin 1866.

PAUL W. COLLENS, Troisième juge de paix.

A une assemblée des Directeurs, tenue le 5 juin 1866, il a été résolu de déclarer un dividende, en scrip, de QUARANTE POUR CENT sur les primes nettes de l'année, pour lequel des certificats de scrip seront émis le premier août prochain. Il a été aussi résolu de payer, le second lundi de juillet prochain, la balance due sur l'émission de scrip de l'année 1858 et six pour cent d'intérêt, en billets courants, sur tous les scrips émis par la Compagnie.

DIRECTEURS.

John Pemberton,	Ed. Dupasseur,
Pierre Poutz,	David McCoard,
Chs. Sagory,	P. Maspero,
S. Z. Relf,	J. Morgan Hu[...]
J. J. Fernandez,	L. F. Generes,
M. Puig,	6juin—3m

Compagnie d'Assurance Mutuelle du Sun.

BUREAU DE LA COMPAGNIE D'ASSURANCE MUTUELLE DU SUN.

DIXIEME ETAT ANNUEL

Pour l'année expirée le 31 décembre 1865.

Montant des primes pour l'année expirée le 31 décembre 1865, savoir:		
Sur les risques d'incendie	$190,093 73	
Sur les risques de mer	65,422 67	
Sur les risques de rivière	247,646 87	
		$503,163 7
Risques non expirés le 31 décembre 1864		39,709 00—542,872 7
A déduire:		
Risques non expirés le 31 décembre 1865	63,343 00	
Primes remboursées le 31 décembre 1865	3,314 64—66,657 64	
Montant net de primes le 31 décembre 1865		$476,184 63
Pertes payées dans la même période		
Sur les risques d'incendie	$44,740 62	
Sur les risques de mer	75,252 25	
Sur les risques de rivière	66,322 58—176,345 41	
A ajouter: Réassurance ment	34,780 41	
Escompte de quinze pour cent	75,144 18	
Dépenses, taxes, etc., escompte en moins, et intérêt	31,152 14	
Profits et pertes, etc.		
Perte sur l'actif	131,953 05—449,435 34	
Balance		$26,749 29

L'actif de la Compagnie est comme suit:

Placé en bons de la ville et de l'Etat	$464,986 00
Placé en actions de Banque et de Gaz	211,700 00
Prêts garantis	112,986 00
Effets pour primes	11,881 23
Primes dues et en voie de perception	96,853 04
Scrip de compagnies d'assurance mutuelle	19,960 00
Monnaie n'ayant pas cours	9,793 73
En caisse	183,665 07
Total de l'actif	$1,126,874 08

Le susdit tableau est une copie exacte tirée des livres de la Compagnie.

THOMAS SLOO, Président.

JAMES EDWARDS, Secrétaire.

ETAT DE LA LOUISIANE, Paroisse d'Orléans, ville de la Nlle-Orléans.

Assermentés et signés pardevant moi, ce 17 janvier 1866.

SAMUEL MYERS, Deuxième Juge de Paix dans et pour la Paroisse d'Orléans.

L'intérêt de six pour cent sur les certificats de scrips non encore payés sera payé à partir du 12 février prochain.

THOMAS SLOO, Président.

JOHN O. GAINES, Vice Président.

JAMES EDWARDS, Secrétaire.

DIRECTEURS.

John O. Gaines,	H. T. Lonsdale,
John C. Ricks,	Sumpter Turner,
E. J. Hart,	B. Biscoe,
J. H. Stauffer,	J. B. Bres,
Henry Renshaw,	Théo. A. James,
Thomas Sloo,	J. C. Barrelli.

19janv—6m

Compagnie d'Assurance Mutuelle de la Nlle Orléans.

SIXIÈME ÉTAT ANNUEL.

CONFORMÉMENT à sa Charte, la Compagnie présente l'état suivant:

Montant des primes non expirées le 31 décembre 1864		$74,772
Primes reçues dans l'année expirée le 31 décembre 1865:		
Sur les risques d'incendie	$195,126 27	
Sur les risques de mer	38,821 05	
Sur les risques de rivière	67,692 41	
		301,641 73
Total des primes		$376,414 73
En moins: Primes non expirées le 31 décembre 1865	$70,284 00	
Primes remboursées	3,381 67	
		73,665 67
Montant net des primes		$302,749 6
Pertes: Sur les risques d'incendie	$54,420 09	
Sur les risques de mer	20,624 85	
Sur les risques de rivière	51,744 19	
	$126,779 13	
Taxes	13,170 13	
Réassurances	5,283 69	
Dépenses générales, intérêts en moins	18,471 77	
Intérêt de scrip	21,396 30	
		185,731 52
Bénéfice net		$93,014 42

L'actif de la Compagnie est comme suit:

Effets pour primes	$6,596 88
Billets garantis par nantissement et hypothèque	113,568 36
Dû pour primes en voie de perception	73,076 71
Actions de la Compagnie du Gaz, bons de l'Etat de la Louisiane, de la ville et autres bons	161,090 00
Scrips de différentes compagnies d'assurance	102,690 00
Propriétés foncières	26,314 45
En caisse	77,663 47
	560,287 8
En moins: Intérêt non réclamé sur scrip	$6,653 20
Intérêts payables sur scrip	21,986 00
Réclamations non encore réglées	13,399 00
	41,938 00
	$518,390 73

ETAT DE LA LOUISIANE.

Paroisse d'Orléans, ville de la Nouvelle Orléans.

Qu'on se souvienne qu'aujourd'hui, 9 janvier 1866, pardevant moi, soussigné, notaire public, dans et pour la susdite paroisse, se sont présentés Jules T. Tuyes, Président, et J. W. Hincks, Secrétaire, de la compagnie d'Assurance Mutuelle de la Nouvelle-Orléans, à la Nlle-Orléans, lesquels ayant été dûment assermentés conformément à la loi, ont déclaré que le susdit tableau est exact et une copie exacte tirée des livres de la compagnie.

J. TUYES, Président.

J. W. HINCKS, Secrétaire.

Assermentés et signé pardevant moi, ce 9 janvier 1866.

P. CHS. CUVELLIER, Notaire Public.

Les directeurs ont résolu de déclarer un dividende-scrip de trente pour cent sur le montant net des primes de la compagnie pour l'année expirée le 31 décembre 1865 et il sera émis pour ce dividende, des certificats à partir du 2 avril prochain.

L'intérêt de six pour cent dû sur les certificats (non encore payés) de profit, sera payé aux détenteurs ou à leurs ayants-cause, à partir du deuxième lundi de mars.

—DIRECTEURS—

A. Rochereau,	J. M. Caballero,
G. W. Babcock,	Wm Steven,
George Urquhart,	Jos. Deynoodt,
J. A. White,	Chs. Lafitte,
W. F. Vredenburgh,	J. M. Lapeyre,
T. Bailly Blanchard Jr.,	Jules Tuyes.

10jan—30t avril

Compagnie d'Assurance Mutuelle DE LA LOUISIANE,

Au coin des rues Camp et Gravier.

DOUZIÈME ETAT ANNUEL.

Conformément à sa charte, la Compagnie publie l'état suivant de ses affaires:

Total des primes pour l'année expirée le 28 février 1866		$993,549 64
Savoir—primes d'incendie	$366,485 48	
do de marine	156,702 71	
do de rivières	380,361 45	
		$903,549 60
En moins, primes remboursées	$3,806 03	
do primes non expirées	51,680 00	
		$55,486 03
Montant net des primes		$848,063 61
PERTES PAYEES		
Pertes par l'incendie	$166,345 64	
Pertes sur mer	131,199 82	
Pertes sur les rivières	215,198 82	
	$412,903 38	
Réassurances	30,229 21	
Dépenses générales, taxes, intérêt, profits et pertes	140,913 13	
		604,045 75
Bénéfice net		$244,015 86

L'actif de la Compagnie est comme suit

Placé en propriétés foncières	$57,863 68
Placé en hypothèques sur propriétés foncières	58,362 50
Placé en bons de la ville et autres	101,530 00
Placé en actions de banque	105,180 00
Placé en scrip de compagnies d'assurance	119,484 06
Prêts garantis	16,450 00
Effets	30,264 51
Primes en voie de perception	137,901 16
En caisse	394,149 2
	$977,836 08

Le tableau qui précède est une copie tirée des livres de la Compagnie.

CHARLES BRIGGS, Président.

J. P. ROUX, Secrétaire.

ETAT DE LA LOUISIANE, Paroisse d'Orléans, ville de la Nouvelle Orléans.

Assermentés et souscrit devant moi, ce 1er mars 1866.

EDMOND MEUNIER, Troisième juge de paix de la paroisse d'Orléans.

Les Directeurs ont résolu de déclarer un dividende-scrip de trente-cinq pour cent sur le montant net des participant des primes pour l'année expirée le 28 février 1866, et il sera émis des certificats pour ledit dividende scrip à partir du 2 juillet prochain.

Les certificats-scrip émis pour l'année 1859 seront payés, et il sera payé en outre six pour cent d'intérêt, sur tous les certificats de scrip non encore payés, le deuxième lundi de mai 1866, aux porteurs desdits certificats ou à leurs ayants-cause.

CHARLES BRIGGS, Président.

A. CARRIERE, Vice Président.

J. P. Roux, Secrétaire.

DIRECTEURS.

Charles Briggs,	Archibald Montgomery,
Ant. Carrière,	Henry J. Voss,
George A. Fosdick,	Jos. Jackson,
Mason Pilcher,	E. Marquez,
R. Brugier,	Alfred Dolhonde,
E. Cramer,	Chs. Weisbaer,
Charles Lafitte,	A. Leocurt,
John S. Maunsel,	Frank Williams,
P. Anderson,	Thomas Byrne,
Alfred Kearny,	John Thornhill
A. E. Montgomery,	W. A. Violett,
A. Frerichs,	D. Piaggio,
A. F. Nobloon,	Hugh McDonald,
Geo. W. Dunbar,	Harlow J. Phelps,
E. F. Stockmeyer,	Wm. M. Pinckard
George W. Hynson,	Henry H. Bryan
	S. L. Wooldridge.

13 mars—1an cons.

INSURANCES.

Citizens' Mutual Insurance COMPANY.

OFFICE, No. 3 CARONDELET STREET, New Orleans, December 1, 1865.

In conformity with the requirements of their charter the Company publish the following statement:

Amount of premiums received for the year ending November 30, 1865		$220,611 50
To wit:		
Fire Premiums	$142,595 6	
Marine Premiums	54,783 43	
River Premiums	23,232 43	
Less Unterminated Premiums	20,383 00	
Returned Premiums	1,278 38	22,661 38
Entered Premiums		$198,949 83
Losses paid, viz.:		
On Fire Risks	$38,218 57	
On Marine Risks	31,159 17	
On River Risks	16,735 72	
	$86,113 46	
Reinsurance	8,748 82	
Fifteen Per Cent. Returns	10,754 54	
United States, State and City Taxes and Licenses	10,079 82	
Add Expenses, Profit and Loss, Interest on Scrip less Discount and Interest	25,702 70—142,399 34	
Net Earned Participating Premiums		$46,550

The Company have the following Assets, viz.:

Due for Premiums in course of collection	$61,694 19
Bills Receivable for Premiums	27,397 00
Invested in Railroad Stocks	32,311 00
Invested in Bank Stocks	71,451 50
Invested in Scrips of Mutual Insurance Companies	72,522 00
Loans on Pledge	16,427 70
Loans on Mortgage	15,527 43
Cash on hand	29,993 02
	$321,324 84

The above statement is a just, true and correct transcript from the books of the Company.

O. GAILLARD, President.

H. CASTAREDE, Secretary.

STATE OF LOUISIANA, Parish of Orleans, City of New Orleans.

Sworn to and subscribed before me this 19th day of December, 1865. SAMUEL MEYERS, Second Justice of the Peace in and for the Parish of Orleans.

The Board of Trustees have resolved to pay Six Per Cent. Interest on the outstanding Certificates of Scrip on and after the 9th day of February, 1866, and have further declared a Scrip Dividend of Twenty-five Per Cent. on the Net Earned Participating Premiums for the year ending 30th November, 1865, for which certificates will be issued on and after the second Monday in February next.

TRUSTEES.

J. Lucher	J. Lemore,	D'que Bouligny,
A H D'Meza,	John Gauche	Omer Gaillard,
A. Miltenberger,	J. A. Stouse,	T. Avendano,
A. Bidault,	A. Marques,	Jas A. White,
	A. Violin Detrey.	[illegible]

Merchants' Mutual Insurance Co. OF NEW ORLEANS. TWELFTH ANNUAL STATEMENT.

In conformity with the requirements of their Charter the Company publish the following statement:

Premiums received during the year ending 31st May, 1866, including unearned premiums of the previous year:		
On Fire Risks	$966,168 00	
On River Risks	471,133 02	
On Marine Risks	347,252 22	
Total premiums		$1,784,554 22
Less premiums unearned on 31st May, 1866		$231,315 00
		$1,553,239 22
Return premiums		35,169 38
Net earned premiums 31st May, 1866		$1,518,069 84
Losses paid during the year		
On Fire Risks	$202,892 16	
On River Risks	228,520 50	
On Marine Risks	281,522 88	
Total losses	$712,935 54	
Taxes	39,354 17	
Reinsurance and profit loss	175,993 59	
10 and 15 per cent. return	70,309 76	1,069,168 56
		$448,906 28
Add interest, less expenses		2,549 27
Net Profit		$451,505 55
Net earned premiums 31st May, 1866		$1,518,069 84
Less amount on which ten or fifteen per cent have been returned		527,935 00
Amount participating in profit		$990,134 84

The Company have the following assets

Cash on hand	$266,450 97
Real Estate	147,031 20
City Bonds	94,424 00
Gas Light Stock	5,000 00
Notes secured by mortgage	566,515 71
Notes secured by pledge	54,887 15
Bank Stocks	170,760 00
Bills receivable	119,197 44
Premiums in course of collection	119,226 88
Scrips of Mutual Companies	45,730 06
Louisiana State Bonds	1,809 00
Stock Levee Steam Cotton Press	5,000 00
Stock Vallette Dry Dock Company	4,375 00
	$1,604,088 35
Less: Unclaimed Interest due on scrips	$31,378 06
Interest payable in July next on all outstanding scrips	54,169 38
Scrip of 1858 redeemable in July next	185,683 00
Unearned premiums 31st May, 1866	231,315 00—502,545 44
Net assets	$1,101,562 91

STATE OF LOUISIANA, Parish of Orleans, City of New Orleans.

Be it remembered that on the 5th day of June, 1866, before me, the undersigned, a Justice of the Peace in and for the Parish aforesaid, personally came and appeared JOHN PEMBERTON, President, and PAUL FOURCHY, Secretary of the Merchants' Mutual Insurance Company of New Orleans, who, being duly sworn, according to law, did depose and say that the above statement is a just, true and correct transcript from the books of the Company.

JOHN PEMBERTON, President.

PAUL FOURCHY, Secretary.

Sworn to and subscribed before me this 5th day of June, 1866. PAUL W. COLLENS, Third Justice of the Peace.

At a meeting of the Board of Directors, held on the 5th of June, 1866, it was resolved to declare a scrip dividend of 40 per cent on the net earned participating premiums for the year ending on the 31st May, 1866, for which certificates will be issued on the first day of August next. Also to pay, on and after the second Monday in July next, the balance due on Scrip issue of 1858, and six per cent. interest in current currency on all outstanding scrips of the Company.

DIRECTORS

Ed. Dupasseur,	John Pemberton,	David McCoard,
P. Maspero,	Pierre Poutz,	S. Z. Relf,
L. F. Generes,	M. Puig,	J. J. Fernandez,
J. Morgan Hu[...]	Chas. Sagory.	

UNION INSURANCE COMP'Y OF NEW ORLEANS.

NINTH ANNUAL STATEMENT of the Union Insurance Company, published as required by law, and their Charter.

Amount of premiums received during the year ending April 30th, 1866:		
Premiums on Fire Risks	$122,977 94	
River	81,721 14	
Marine	59,9[...]	
	264,657 23	
Less Return Premiums	4,435 44	
	260,221 44	
Unearned Premiums April 30th, 1	32,279 9	
	$292,501 74	
Paid Losses during the year viz		
Fire Losses	$21,615 73	
River Losses	21,399 96	
Marine Losses	33,411 43	
Total Losses	$81,226 8	
Reinsurances	7,856 80	
Expenses, Interest on Scrip and Profit, Loss account less Discount and Interest Account	77,1 26	
Taxes and Internal Revenue	5,054 72	
Fifteen per cent Returned	5,059 44	
Reserved for unterminated Risks	35,017 ...	205,871 40
Nett Profits		$41,629 36
The Assets of the Company, are		
Capital Stock Notes		$125,129 36
Loans secured by Mortgage		6,700 00
Loans secured by Pledge		37,898 13
Bills Receivable for Premiums		26,393 37
Stocks, Bonds and other securities		125,988 83
Cash		61,724 43
Premiums in course of collection		34,475 21
Real Estate		15,977 73
		$432,360 31

The above statement is a just and correct transcript from the books of the Company.

A. CHIAPELLA, President.

J. M. CRAWFORD, Secretary.

STATE OF LOUISIANA, PARISH OF ORLEANS, City of New Orleans.

Sworn to and subscribed before me, this Ninth day of May, 1866.

S. MAGNER, Notary Public.

The Board of Directors have declared a dividend to the Stockholders of Sixteen 65/100 dollars per share. Said dividend to be placed to the credit of unpaid Stock account. They have further resolved to pay Six per cent. Interest on the outstanding certificates of Scrip, to the holders thereof, on and after Monday, 14th inst.

The Company continues to insure against the perils of the seas, rivers, and loss or damage by fire, at the current rates of premium, and return Twenty per cent cash to parties insuring.

DIRECTORS.

J. H. Emer,	L. F. Generes,
A. Chiapella,	R. V. Ogden,
F. Durrive,	W. B. Schmidt,
C. Kohn,	J. J. Fernandez,
J. A. Seignouret,	A. Costa,
Jno. J. Adams,	A. Brousseau,
Victor Burthe,	C. Bianchin,
	B. Saloy.

Vente par le Shérif de la Paroisse d'Orléans à l'effet d'opérer un partage.

MARIE WILHELMINE STEISSMEIER, épouse de Conrad Frederick Steissmeier et als vs la dame LOUISA REINKING, épouse de Conrad S. Reinking et als.

Deuxième Cour de District de la Nouvelle Orléans—No 27,143

(ACTION EN PARTAGE)

EN vertu d'un décret rendu et signé le 27 de juillet 1866, et à moi adressé par l'Honorable Deuxième Cour de District de la Nouvelle Orléans dans l'affaire ci-dessus, je procéderai le vendredi, 31 d'août 1866, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à l'effet d'opérer un partage, à la vente publique et adjudication des propriétés dont description suit, savoir:

1o. Un terrain situé au faubourg Tremé, dans le Deuxième District de cette ville, désigné par le No deux, d'après un plan dressé par Voilquin, ci-devant arpenteur, date du 6 juin 1833, dans l'ilet borné par les rues Villeré, Dumaine, Ste Anne et des Marais.

Le dit terrain mesure vingt-neuf pieds trois pouces et quatre lignes de face à la rue Villeré, vingt-neuf pieds un pouce et trois lignes de largeur sur la ligne du fond, sur cent vingt-sept pieds dix pouces de profondeur.

Ensemble avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent [illegible]

Acquise par feu Wilhelm Stoppenhagen de la faillite de Jacob F. Mayer suivant acte au rapport de E. L. Lewis, ci-devant notaire public en cette ville, en date du 27 mai 1852.

2o—Un terrain situé dans le Quatrième District de cette ville, dans l'ilet borné par les rues Sixième, Septième, Plaquemine et Prytanée. Le dit terrain est désigné par le numéro Huit du dit ilet, d'après un plan dressé par C. A. Hedin, ci-devant voyer, le 16 de mars 1855 et déposé en l'étude de James Graham, notaire public en cette ville [illegible]

Acquise par feu Wilhelm Stoppenhagen de George W. Sherall, suivant acte au rapport dudit notaire Graham, en date du 11 d'avril 1855.

3o.—Une étendue de Terre située dans la paroisse de Livingston [illegible]

Les plans de ces propriétés seront exposés à la Bourse quelques jours avant la vente.

Conditions—Pour la terre située dans la paroisse de Livingston, comptant, au moment de l'adjudication. —Pour les propriétés situées dans la paroisse d'Orléans: Un tiers du prix payable comptant et la balance en deux sommes d'égal montant à un et deux ans [illegible]

Les actes de vente, ainsi que les timbres de revenu aux frais des acquéreurs.

HARRY T. HAYS, Shérif de la Paroisse d'Orléans.

30 juillet—août 8,16,24,31

Dame MAGDELEINE GUENO veuve de feu James Jos. Buss, vs. JOSEPH-JEAN-BAPTISTE EMILE BOUCHET.

CINQUIÈME COUR de District de la Nouvelle-Orléans—No 15,592—En vertu d'un writ de saisie et vente à moi adressé par l'Honorable Cinquième Cour de District de la Nouvelle-Orléans dans l'affaire ci-dessus, je procéderai, le SAMEDI huit de septembre 1866, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de la propriété dont description suit:

Un Terrain situé dans cette ville, sur le bayou St Jean, et faisant partie de l'ancienne habitation connue sous le nom de "Briqueterie Gueno".

Ledit terrain est désigné par le Numéro Cinq de l'ilet Numéro Huit [illegible]

Saisie dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant, au moment de l'adjudication.

HARRY T. HAYS, Shérif de la paroisse d'Orléans.

7 août—15,24, septembre 1, 8

SEVENTEENTH ANNUAL STATEMENT OF THE

Crescent Mutual Insurance Company of New Orleans.

NEW ORLEANS, MAY 22, 1866.

The Trustees in conformity to the Charter, submit the following statement of the affairs of the Company, on the 30th day of April, 1866.

Fire Premiums	$383,124 71	
Marine	128,285 15	
River	388,... 59	
		$1,027,380 45
Amount of Earned Premiums		906,461 44
Losses paid and estimated		
Fire Losses	$24,492 76	
Marine	79,645 05	
River	248,263 35	
Paid discount in lieu of scrip	79,764 87	
Paid Taxes	15,198 34	
Paid reinsurance	61,397 21	
Profit and Loss, Interest, General Expenses, Stamps, less Discount, &c.	140,165 00	
		678,730 21
Net Profits		$257,751 33
Amount of Premiums to participate in Scrip Dividend		$694,711 00

The Company have the following Assets:

Notes secured by mortgages	$66,665 00
Loans on pledge of stocks	38,494 46
Bills Receivable	31,155 51
Real Estate	65,000 00
Invested in Consolidated and City Bonds	70,000 00
Invested in Bank Stocks	9,380 00
Foreign and Domestic Scrip and Scrip Account	33,293 20
Vallette Dry Dock Company	1,875 00
Due for Premiums in course of collection	160,049 12
Cash on hand	277,438 52
	$847,180 50

The above statement is a true and correct transcript from the books of the Company.

THOMAS A. ADAMS, President.

HENRY V. OGDEN, Secretary.

PARISH OF ORLEANS, CITY OF NEW ORLEANS.

Sworn to and subscribed before me this 22d day of May, 1866. O. H. BRAUGHN, Second Justice of the Peace, Parish of Orleans.

The Company will pay interest at 6 per cent. in cash on all its Outstanding Certificates of Scrip to the legal holders thereof, on and after the second Monday in July next.

The Board of Trustees have also declared a Scrip Dividend of SIXTY per cent. on the earned premiums entitled to participation for the year ending April 30th, 1866, for which certificates will be issued on and after the second Monday in August next.

THOMAS A. ADAMS, President.

SAMUEL H. KENNEDY, Vice-President.

HENRY V. OGDEN, Secretary.

—TRUSTEES.—

Thos. A Adams,	Sam'l H. Kennedy,
C. T. Buddecke,	James I. Hanna,
Sam'l B. Newman,	A. Dubhill,
P. H. Foley,	Wm. Edwards,
J. Norman Jackson,	A. G. Obes,
A. Thomson,	A. B. Reading.

my21 3m

Sun Mutual Insurance Company

OFFICE OF THE SUN MUTUAL INSURANCE CO., New Orleans, 61 Camp street.

TENTH ANNUAL STATEMENT FOR THE YEAR ENDING DECEMBER 31, 1865.

Amount of Premiums for the year ending December 31, 1865, viz		
On Fire Risks	$190,093 73	
On Marine Risks	65,422 67	
On River Risks	247,646 87	
		$503,163 27
Unterminated Risks, December 31, 1864		39,709 00—542,872 2
Unterminated Risks, December 31, 1865	63,343 00	
Return Premiums Dec 31, 1865	3,341 64—66,687 65	
Net Earned Premiums December 31, 1865		$476,184 63
Losses paid during the same period, via		
On Fire Risks	$44,770 62	
On Marine Risks	75,252 25	
On River Risks	66,322 58—$176,345 43	
Add Reinsurance		34,780 41
Fifteen per cent Discount		75,144 18
Expenses, Taxes, etc., less Discount and Interest		31,152 14
Profit and Loss, etc., Loss on Assets		131,953 05—449,435 34
Balance		$26,749

The Company have the following assets, via

Invested in City and State Bonds	$464,986 00
Invested in Bank and Gas Stocks	211,700 00
Loans on Pledge	112,986 00
Bills receivable for Premiums	11,881 23
Premiums Due in course of Collection	96,853 04
Scrip of Mutual Insurance Companies	19,960 00
Uncurrent Funds	9,793 7
Cash in Bank	199,665 07
Total amount of assets	$1,126,874 09

The above statement is a just, true and correct transcript from the books of the company.

THOMAS SLOO, President.

JAS EDWARDS, Secretary.

STATE OF LOUISIANA, Parish of Orleans, City of New Orleans.

Sworn to and subscribed before me this seventeenth day of January, 1866. SAMUEL MYERS, Second Justice of the Peace in and for the Parish of Orleans.

The Interest of SIX PER CENT. on the Outstanding Certificates of Scrip will be paid on and after the 12th day of February next.

THOMAS SLOO, President.

JNO. O. GAINES, Vice President.

JAMES EDWARDS, Secretary.

DIRECTORS.

Jno. O. Gaines,	H. T. Lonsdale,
Jno. C. Ricks,	Sumpter Turner,
E. J. Hart,	B. Biscoe,
J. H. Stauffer,	J. B. Bres,
Henry Renshaw,	Theo. A. James,
Thos. Sloo,	J. C. Barrelli.

jan19 4th

Louisiana Mutual Insurance Co., CORNER OF CAMP AND GRAVIER STREET

TWELFTH ANNUAL STATEMENT.

In conformity with the requirements of their charter the Company publish the following statement:

[illegible]

Total premiums for the year ending February 28th, 1866: $903,549 64

[illegible]

The above statement is a just and correct transcript from the books of the Company.

CHARLES BRIGGS, President.

J. P. ROUX, Secretary.

STATE OF LOUISIANA, Parish of Orleans, City of New Orleans.

Sworn to and subscribed before me, this 28th day of March, 1866.

EDMOND MEUNIER, Third Justice of the Peace, for the Parish of Orleans.

The Board of Trustees have resolved to declare a Scrip dividend of thirty-five per cent on the net earned participating premiums for the year ending 28th February, 1866, for which certificates will be issued on and after the 3d day of July next.

The Scrip Certificates issued for the year 1859 will be redeemed, also 6 per cent. Interest on the outstanding Certificates of Scrip will be paid on the second Monday of May, 1866, to the holders thereof, or their legal representatives.

CHARLES BRIGGS, President.

A. CARRIERE, Vice-President.

J. P. ROUX, Secretary.

TRUSTEES.

Charles Briggs,	Archibald Montgomery,
Ant. Carriere,	Henry J. Voss,
George A. Fosdick,	Jos. Jackson,
Mason Pilcher,	E. Marquez,
R. Brugier,	Alfred Dolhonde,
E. Cramer,	Charles Weisbaer
Charles Lafitte,	A. Leocurt,
John S. Maunsel,	Frank Williams,
P. Anderson,	Thomas Byrne,
Alfred Kearny,	John Thornhill,
A. E. Montgomery,	W. A. Violett,
A. Frerichs,	D. Piaggio,
A. F. Nobloon,	Hugh McDonald,
George W. Dunbar,	Harlow J. Phelps,
E. F. Stockmeyer,	Wm. M. Pinckard
Geo. W. Hynson,	Henry H. Bryan,
mh22 tf	S. L. Wooldridge.

N. O. Mutual Insurance Company OF NEW ORLEANS.

SIXTH ANNUAL STATEMENT.

IN conformity with the requirements of their charter the Company publish the following statement:

Amount of Premiums unearned 1864		$74,773
Premiums received during the year ending 31st December, 1865		
On Fire Risks	$195,126 27	
On Marine Risks	38,821 05	
On River Risks	67,692 41	
		301,641 73
Total Premiums		$376,414 73
Less Premiums unearned 31st Dec., 1865	$70,284 00	
Return Premiums	3,381 67	
		73,665 67
Net earned Premiums		$302,749 06
Losses:		
On Fire Risks	$54,420 09	
On Marine Risks	20,624 85	
On River Risks	51,744 19	
	$126,779 13	
Taxes	13,170 13	
Reinsurance	5,283 69	
General Expenses, less interest account	18,471 77	
Interest on Scrips	21,396 30	
		185,731 52
Net Profit		$93,014 42
The Company have the following assets		
Bills receivable for Premiums	$6,596 88	
Notes secured by Pledge and Mortgage	113,568 36	
Due for Premiums in course of collection	73,076 71	
Gas Light Co. Stock, Louisiana State, City and other Bonds	161,090 00	
Scrips of sundry Mutual Insurance Companies	102,690 00	
Real Estate	26,314 45	
Cash on hands	77,663 47	
		$560,289 87
Less: Unclaimed Interest on Scrips	6,653 20	
Interest payable on outstanding Scrips	21,986 00	
Claims unsettled	13,399 00	
		41,838 00
		$518,390 73

STATE OF LOUISIANA, Parish of New Orleans, City of New Orleans.

Be it remembered that on this day, the 9th of January, 1866, before me, the undersigned, a Notary Public, in and for the parish aforesaid, personally appeared JULES TUYES, President, and J. W. HINCKS, Secretary, of the NEW ORLEANS MUTUAL INSURANCE COMPANY, of New Orleans, who being duly sworn according to law, did depose and say that the above and foregoing is a true and a correct transcript from the books of the Company.

J. TUYES, President,

J. W. HINCKS, Secretary.

Sworn to and subscribed before me, this 9th day of January, 1866.

P. CHAS. CUVELLIER, Notary Public.

The Board of Directors have resolved to declare a Scrip Dividend of Thirty per cent. on the net earned Premiums of the Company, for the year ending 31st December, 1865, for which certificates will be issued on and after the 2d day of April next.

The interest, of six per cent. due on the outstanding certificates of profit, will be paid to the holders thereof, or their legal representatives on and after the second Monday of March.

—DIRECTORS:—

A. Rochereau,	J. M. Caballero,
G. W. Babcock,	Wm. Steven,
George Urquhart,	Joseph Deynoodt
J. A. White,	Charles Lafitte,
W. F. Vredenburg,	J. M. Lapeyre,
T. Bailly Blanchard Jr.,	Jules Tuyes.

jan10 3m4

John Durny, Samuel M. Todd, subrogé, vs le capitaine et les propriétaires du bateau à vapeur "Fanny Pearson."

CINQUIÈME Cour de District de la Nouvelle-Orléans—No 15,780—En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Honorable Cinquième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai le MARDI dix-huit de septembre 1866, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de

Le bateau à vapeur FANNY PEARSON ensemble avec sa machine, ses meubles, &c., tel qu'il se trouve aujourd'hui dans le Nouveau Bassin, au pied de la rue Cedar.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant, au moment de l'adjudication.

HARRY T. HAYS, Shérif de la Paroisse d'Orléans.

15 août—27—4 11 18 sept

JUDICIAL SALES.

Mrs. Widow de St. Romes, vs. Mrs. Widow Fanny Blanc & als., (fi fa against P. E. Wiltz and J. V. Catalogne)

SECOND DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS.—No. 19,471.—By virtue of a writ of fieri facias to me directed by the Honorable the Second District Court of New Orleans, in the above entitled cause, I will proceed to sell at public auction, at the Merchants and Auctioneers' Exchange, Royal street, between Canal and Customhouse streets, in the Second District of this city, on TUESDAY, the Twenty-eighth day of August, 1866, at 12 o'clock, m., the following described property, viz:—

1. TWELVE LOTS OF GROUND situated in the Montreuil District, Faubourg Washington, Third District, in this city, designated by the Nos. 1 to 12 inclusive, in the square bounded by Desiree, Piety, Girod and St. John the Baptiste streets, according to the private plan drawn by J. A. Pueyo, late Surveyor, dated 24th September, 1844, and deposited in the office of C. V. Foulon, notary public, in this city, according to said plan; said lots of ground measure, in English measure each, 28 feet 5 inches front on said Desiree street the same measurement on the rear line, by a depth of 120 feet on both sides between parallel lines. Lot No. 1 forming the corner of Desiree and Girod streets, and lot No. 12 forming the corner of Desiree and St. John the Baptiste streets.

2. FOUR LOTS OF GROUND contiguous to each other, situated in the Faubourg St. John, a short distance from the Bayou St. John, in the former First Municipality, now Second District of this city, designated as lots Nos. One and Two, on a plan drawn on the 25th November, 1851, by Adolphe Knell, architect, &c., and deposited in the office of Joseph Lisbony, late a notary public in this city, according to which plan said two lots of ground measure, in American measure, as follows: Lot No. 1, forming the corner of Washington and Second streets, measures 31 feet front on Washington street, by 127 feet 6 inches and 8 lines in depth and front on Second street, and the same depth on the other line separating it from lot No. 2, hereinafter described, and 31 feet on the rear line, and lot No. 2 measures also 31 feet front on Washington street, the same measure on the rear line, and 127 feet 10 inches and 5 lines in depth on both sides.

Seized in the above suit.

Terms—Cash on the spot.

HARRY T. HAYS, Sheriff of the Parish of Orleans.

Jy27 aug1 15 21 28

Bertrand Saloy vs. Charles Seuzeneau.

SIXTH DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS —No. 18,549.—By virtue of a writ of seizure and sale to me directed by the Honorable the Sixth District Court of New Orleans, in the above entitled cause, I will proceed to sell at public auction, at the Merchants' and Auctioneers' Exchange, Royal street, between Canal and Customhouse streets, in the Second District of this city, on TUESDAY, the 11th day of September, 1866, at 12 o'clock, m., the following described property, viz:

1. A LOT OF GROUND situated in the Faubourg Washington, in the Third District of this city, designated by the No. Seven of square No. Seven, bounded by Piety, Love, Louisa and Good-children streets, measuring thirty-two feet eight inches front on Piety street, by one hundred and ten feet in depth between parallel lines, according to a plan made by Garcia, architect, on the 14th December, 1848, and deposited as plan No. Thirty-five of book of plans No. Five, in the office of L. T. Caire, then a notary public in this city.

2. A LOT OF GROUND in the same square, designated by the No. Six on the plan above referred to, measuring thirty-two feet eight inches front on Piety street, by one hundred and ten feet deep, between parallel lines.

3. TWO LOTS OF GROUND situated in the same square, designated by the Nos. Eight and Nine, adjoining each other and measuring as follows: lot No. Eight, thirty-two feet eight inches front on Piety street, by one hundred and ten feet deep. Lot No. Nine, thirty two feet seven inches front on Piety street, by one hundred and ten feet deep.

Together with the use and privilege of two alleys for the use of said lots and others.

Together with all the buildings and improvements on said lots.

Seized in the above suit.

Terms—Cash on the spot.

HARRY T. HAYS, Sheriff of the Parish of Orleans.

aug11, 20 29 sep 11

Joseph Bazanac vs. Théophile Bertrand and John Hewlett, Jr.

SIXTH DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS —No. 18,419.—By virtue of a writ of seizure and sale to me directed by the Honorable the Sixth District Court of New Orleans, in the above entitled cause, I will proceed to sell at public auction, at the Merchants and Auctioneers' Exchange, Royal street, between Canal and Customhouse streets, in the Second District of this city, on TUESDAY, the 11th day of September 1866, at 12 o'clock, m., the following described property, viz:

A LOT OF GROUND, situated in the Suburb Tremé, Second District of this city at the northern corner of Dumaine and Tremé streets, making part of the lot of ground designated by the No. one of the square No. fifty bounded by Dumaine, Tremé, St. Philip and Marais streets on a plan drawn by the surveyor of this city, on the 8th August, 1822 and annexed to an act passed on the 18th of November of the same year, before Feux de Armas, then a notary public in this city measuring, in American measure, thirty feet two inches front on Dumaine street, by a depth of sixty seven feet and five inches front on Tremé street.

Together with all the buildings and improvements thereon, consisting of a one-story and attic Dwelling House, bricked between posts slate-roofed having four rooms, (two with fire places) closet, gallery and cabinet and two rooms in the attic. A two-story Kitchen, bricked between posts slate roofed, having four rooms, (two with fire places) yard paved with bricks and water works. The whole divided into two tenements.

Being the same property which the defendants acquired by purchase from Isidore Eugène Picard, as per act passed before Abel Dreyfous, notary public in this city dated May 1st, 1866.

Seized in the above suit.

Terms—Cash on the spot.

HARRY T. HAYS, Sheriff of the Parish of Orleans.

aug11 20 29 sep 11

Citizens Bank of Louisiana vs. Pierre Jean Aromi

SECOND DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS —No. 27,157.—By virtue of a writ of seizure and sale to me directed by the Honorable the Second District Court of New Orleans, in the above entitled cause, I will proceed to sell at public auction, at the Merchants' and Auctioneers' Exchange, Royal street, between Canal and Customhouse streets, in the Second District of this city, on SATURDAY the 8th day of September, 1866, at 12 o'clock, m., the following described property, viz:

TWO LOTS OF GROUND situated in the Faubourg Washington, in the Third District of this city, in the square bounded by Levee, Elmire, Moreau and Congress streets, designated as Nos. One and Two, on a plan drawn by J. A. Pueyo, late surveyor on the 13th of March 1844 [illegible]

LOT NO. ONE [illegible]

LOT NO. TWO [illegible]

[illegible]

Terms—The purchaser to [illegible]

HARRY T. HAYS, Sheriff of the Parish of Orleans.

LEGAL NOTICES.

Succession of Jean P. Simon.

SECOND DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS —Whereas Jean [illegible] has petitioned the Court for letters of administration on the estate of the late Jean Pierre Simon, deceased intestate. Notice is hereby given to all whom it may concern, to show cause within ten days why the prayer of the said petitioner should not be granted.

By order of the Court.

A. J. VILLERE, Deputy Clerk.

aug21 2t 28

Succession of John L. Henderson

SECOND DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS —No. 26,...—Notice is hereby given to the creditors of this estate and to all other persons herein interested, to show cause within ten days from the present notification, if any they have or can, why the account presented by the administrators of this estate should not be homologated and approved, and the funds distributed in accordance therewith.

By order of the Court.

aug21 2t 28 A. J. VILLERE, Deputy Clerk

Successions of Ely Foulhoux and of Jeanne Durand, his wife—Nos 18,918 and 19,126.

SECOND DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS. —Notice is hereby given to the creditors of this estate and to all other persons herein interested, to show cause within ten days from the present notification, if any they have or can, why the account presented by the administrator of this estate should not be homologated and approved, and the funds distributed in accordance therewith.

By order of the Court

aug21 2t 28 A. J. VILLERE, Deputy Clerk.

Succession of Joseph Rienke

SECOND DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS —No. 13,44—Notice is hereby given to the creditors of this Estate and to all other persons interested, to show cause within ten days from the present notification, if any they have or can, why the account presented by the testamentary executor of this Estate should not be homologated and approved, and the funds distributed in accordance therewith.

By order of the Court

aug21 2t 28 A. J. VILLERE, Deputy Clerk

THE STATE OF LOUISIANA FOURTH DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS—I hereby certify that on the 8th day of August, 1866, judgment was rendered in this Court in the following entitled suit, in the words and figures following, to wit:

No. 17,610—Margaret Dunn, wife of Bertrand Dufour vs. her Husband—By consent of parties, this case was this day taken up and submitted to the Court for adjudication on the evidence on file; when the Court considering the law, evidence and pleadings to be in favor of plaintiff. It is ordered adjudged and decreed that there be judgment in favor of the plaintiff, decreeing a separation of property between them; that said plaintiff be authorized and empowered to transact and manage her property separate from her husband, that she do have and recover from said husband, Bertrand Dufour, the sum of one thousand dollars, with legal interest from judicial demand and costs of suit, and with the privilege granted by law for dotal rights.

Judgment signed 8th August, 1866.

(Signed) PAUL E. THEARD, Judge.

In testimony whereof I have hereunto set my hand and affixed the Seal of the said Court, at the City of New Orleans, on this 8th day of August in the year of our Lord one thousand eight hundred and sixty-six and the ninety first year of the Independence of the United States.

(Signed) JOHN M. COONEY, Deputy Clerk.

aug10 3t

J. A. CASADAVANT, SURGEON DENTIST NO. 198 CANAL STREET,

BETWEEN BURGUNDY AND RAMPART STS

HE continues to perform all operations in Dental Surgery in the most scientific manner. Consultations in French, Spanish and English.

sept1 tf

The Mechanics' and Agricultural FAIR ASSOCIATION OF LOUISIANA.

AT a special meeting of the Board of Directors, held at the Mechanics' Institute on the 12th instant, it was unanimously resolved that the first Grand Fair of this Association shall be held at the Fair Grounds, city of New Orleans, commencing on the TWENTIETH OF NOVEMBER ensuing.

Inventors, manufacturers, agriculturists, stock-raisers and others, from any portion of the United States, desirous of being represented in this Industrial Exhibition, can obtain full information by addressing the officers of the Association.

LUTHER HOMES, Secretary and Treas.

I. N. MARKS, President.

C. H. SLOCOMB, Chairman of the Committee on Fair Grounds.

[illegible]

PETER TOTANS, 89 Fulton street, N. Y.

DEALER in Ivory. Has constantly on hand a large Stock of Billiard Balls of every size. Cloth, Cues and Trimmings, and everything appertaining to the billiard business. Martingale Rings, (Checks, Keno) Canes and Cane Handles, and Ivory in general. All orders promptly attended to at 89 Fulton Street, New York, or at Factory, corner Sydam street and Myrtle Avenue Brooklyn New York.

Notice.

I HAVE this day sold my entire interest in the firm of WHEELOCK, FINLAY & CO., to the remaining partners.

New Orleans, July 18th, 1866. F. O. WOODMAN.

Referring to the above notice, the undersigned having purchased the interest of Mr. F. O. Woodman in the firm of WHEELOCK, FINLAY & CO., will continue the Importing and Wholesale Dry Business at the same stand, under the firm and style of WHEELOCK, FINLAY & BALL.

E. B. WHEELOCK,
THOS. K. FINLAY,
WILLIAM BALL.

New Orleans, July 18th, 1866. jy20 1m

Carpetings, Curtains Mattings, &c

WE have lately received a handsome assortment of CURTAIN MATERIALS, such as Satin de Laine, Reps, Worsted Damasks, and Lace Curtains of various qualities. Loops, Gimps, Cornices, Bands, Pins, &c., &c. CARPETINGS of all kinds and qualities. FLOOR OIL CLOTHS, MATTINGS, and all articles in our line, which we offer at greatly reduced prices.

A. BROUSSEAU & CO., Importers 19 Chartres street.

Removal.

THE office of the New Orleans, Opelousas and Great Western Railroad has been removed to No. 40 Canal street, near Old Levee street.

GEO. W. SQUIRES, Secretary.

AUCTION SALES.

G. DE FERIET'S SALES.

Succession of A. P. Avegno No. 18,913.— Valuable Building Lots in the Second District of this City and fronting on Toulouse, Burgundy and St. Peter streets

BY G. de FERIET, Auctioneer. Office, No. 42 Royal street

SATURDAY, September 8th, 1866, at noon, at the Merchants and Auctioneers Exchange, Royal street between Canal and Customhouse streets will be sold at public auction, by virtue of an order from the Honorable the Second District Court of New Orleans, dated the 2d June 1866 the following described property belonging to said succession, viz:

1. FOUR LOTS OF GROUND, in the Second District of this City, in the square bounded by Toulouse, Dauphin, St. Peter and Burgundy streets, designated by the Nos. 7, 8, 9 and 10.

Lot No. 7 measures 42 feet 8 inches and 5 lines front on St. Peter street, by 120 feet 10 inches and 4 lines in depth.

Lot No. 8, adjoining lot No. 7, measures 42 feet 1 inch and 2 lines front on St. Peter street, by 120 feet 2 inches in depth.

Lots Nos. 9 and 10 adjoin each other, and measure each 42 feet [illegible] on Burgundy street, by 95 feet 11 inches in depth.

2. A VACANT LOT OF GROUND situated in the Third District of this city designated by the number [illegible]

[illegible]

S. GUINAULT'S SALES.

Property on Carondelet Walk, in front of the Old Basin.

SUCCESSION OF WIDOW HONORE ALCIDON.

BY S. GUINAULT, Auctioneer.

Office, corner [illegible] Exchange Alley.

SATURDAY 25th August, 1866, at 12 o'clock [illegible]

[illegible]

Succession of Adam Nuber and his Wife.

BY S. GUINAULT, Auctioneer.

Office, corner Exchange Alley and Bienville streets.

ON SATURDAY, [illegible]

TWO CONTIGUOUS LOTS OF GROUND [illegible]

[illegible]

Succession of Mrs. Mary Ann Harley No. 27,131.

By S. GUINAULT, Auctioneer.

Office Bienville street and Exchange Alley.

ON SATURDAY [illegible]

A LOT OF GROUND [illegible]

[illegible]

J. B. CROZAT'S SALES.

Succession of Reine Chalk, Wife of Jacob Muller, No. 27,103.

BY J. B. CROZAT, Auctioneer

[illegible]

A CERTAIN LOT OF GROUND [illegible]

[illegible]

United States Marshal's Monitions.

Colman Wolf vs. the British Schooner Emma, her Tackle, Apparel and Furniture.

IN THE UNITED STATES DISTRICT COURT FOR THE EASTERN DISTRICT OF LOUISIANA [illegible]

[illegible]

CUTHBERT BULLITT, United States Marshal.

United States vs. 35 Barrels Rum.

IN THE UNITED STATES DISTRICT COURT FOR THE EASTERN DISTRICT OF LOUISIANA [illegible]

[illegible]

CUTHBERT BULLITT, U. S. Marshal.

United States Marshal's Monition.

United States vs. Lugger Bark Maria and 10 octaves of Absynth.

IN THE UNITED STATES DISTRICT COURT FOR THE EASTERN DISTRICT OF LOUISIANA [illegible]

[illegible]

CUTHBERT BULLITT, U. S. Marshal.

CONSTABLE'S SALES.

Thomas Glaser vs. Mr Baldwin. Nos. 4-6, 1st and 1-4

BY virtue of three writs of fieri facias to me directed by the Honorable [illegible] Justice of the Peace in and for the Parish of Orleans, I will proceed to sell at public auction, at the warehouse situated on Bienville street, between Royal and Bourbon streets, in the Second District of this city, on WEDNESDAY, [illegible] 1866, at 12 o'clock M.

A LOT OF FURNITURE, seized in the above suits.

Terms—Cash

ARTHUR LANGE, Constable.

aug11 17 22

PRIVATE DISEASES.

MR. E. GAUDOZ, Druggist, from Paris, informs the public that he has returned from France, and can be consulted, daily, at his Drug Store, corner Conti and Burgundy streets, where he attends, as heretofore, to the treatment of Chronic, Private and Cutaneous Diseases. The most dangerous cases of Syphilis, Ulcers, Sores, Eczema, Eruptions, Fungus, Boils, Rosy Drops, Freckles, Chronic Gonorrhea, Gleets, Orchitis, Chlorosis, the Whites, and all diseases of the Urinary organs, of both sexes are most successfully treated.

Consultation hours from 9 o'clock A. M., to 4 P. M.

Dr. Ricord's Opiat and Injection.

THE above Preparations are the only ones used by Dr. Ricord for the rapid cure of Gonorrhea and Gleet.

For sale by E. GAUDOZ, corner Conti and Burgundy sts

Office Superintendent N. O. J. and G. N. R. R.

NEW ORLEANS, August 16th, 1866

CHANGE OF TIME.

ON and after SUNDAY, the 19th inst., the regular passenger train will leave the Depot, foot of Calliope street, at 3 P. M., instead of 7 A. M., making close connections at Grand Junction, Humboldt and Cairo.

The Excursion train for Magnolia and the regular train of Sunday morning next will leave as heretofore. Passengers going North of Canton, on Sunday, will leave at 3 P. M.

After this week an extra train for Magnolia will leave New Orleans at 7 A. M. on Sundays and return on Mondays.

Excursion tickets good for the regular train of Saturday, [illegible] Sunday, and either the extra or regular train South on Monday, can be procured at the Depot.

T. S. WILLIAMS, General Superintendent.

aug18 2t

Paris Universal Exhibition—1867.

NOTICE.

HAVING been appointed by his Excellency Gov. Wells, Agent and Commissioner to represent the interest of the State of Louisiana at the UNIVERSAL EXHIBITION at Paris, in 1867, I respectfully inform all residents of this State desirous of exhibiting Machinery or Produce, etc., at the above Exposition, that I will impart all information within my reach, and facilitate the forwarding of packages to the place of destination, if addressed on the subject through Postoffice box 612, New Orleans.

EDWARD GOTTHEIL, Agent and Representative Paris Universal Exposition, 1867.

jy6 tf

NOTICE.

Bank of Louisiana, New Orleans, 21st June, 1866.

IN consequence of an arrangement made with the Bank of America, for the occupation of a part of this Banking-House, all persons having Bank Boxes or Special Deposits of any kind in its vaults, are requested to withdraw them immediately, otherwise it will be necessary to have them removed to the vaults of the Branch of the United States mint at the risk of the owners.

JNO. P. IRVINE, Cashier.

Copartnership.

THE undersigned have this day formed a copartnership in commendam, under the name of QUEYROUZE & BOIS, for the transaction of a general Grocery, Wine and Liquor business, as per act before Selim Magner, a Notary Public in this city

LEON QUEYROUZE,
OSCAR BOIS,
J. AVET, in commendam,

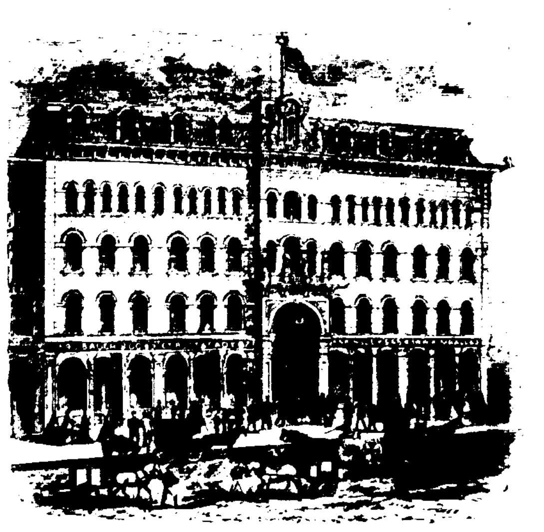
at the Blue House, corner Bienville and Old Levee.

The undersigned continues, as heretofore, a general Commission and Importation business.

jy18 1m J. AVET.

CROSBY OPERA HOUSE

ART ASSOCIATION.



PROSPECTUS.

IN the Spring of 1865 Mr. U. H. CROSBY [illegible] OPERA HOUSE, at a cost of [illegible] Owing to the great excess of the expenditure [illegible]

[illegible]

This reverse having made the sale of the property necessary, the friends of Art, artists and Eastern cities have [illegible] the OPERA HOUSE ART ASSOCIATION [illegible]

In accordance with this suggestion, THE CROSBY OPERA HOUSE ART ASSOCIATION has been formed [illegible]

[illegible] WHICH ENTITLES [illegible] STEEL ENGRAVINGS HEREINAFTER DESCRIBED, A SHARE IN THE AWARD OF PREMIUMS [illegible]

THE ASSOCIATION WILL, ON THE FIRST OF OCTOBER NEXT, AWARD ITS

THREE HUNDRED AND TWO PREMIUMS

TO MEMBERS.

FIRST PREMIUM:

THE CROSBY OPERA HOUSE!

—AND—

THE LOT UPON WHICH IT STANDS.

[illegible] Washington street [illegible] finest buildings in America—erected at a cost of $600,000 and now yielding, exclusive of the Opera House proper, a yearly rental of $[illegible] together with the Splendid Stage Scenery, Machinery, Furniture, Fixtures and Accessories.

ADDITIONAL PREMIUMS.

THREE HUNDRED PAINTINGS!

INCLUDING, AMONGST OTHERS OF GREAT VALUE, BIERSTADT'S GREAT WORK, "THE YOSEMITE VALLEY," WORTH $[illegible]

For Full List of Paintings, SEE CATALOGUE.

THE SUBSCRIPTION BOOKS WILL CLOSE ON SATURDAY, THE 22d OF SEPTEMBER, 1866.

[illegible] 1st OCTOBER [illegible] the award of Premiums will be [illegible] made at the Opera House.

DETAILS OF THE DRAWING.

The Subscription Books on being closed, will be placed in the hands of the following gentlemen, who have kindly consented to act as the Chicago Members of the Committee to conduct the award of Premiums:

WM F. COOLBAUGH, Pres't Union Nat. Bank	JAS. H. BOWEN, Pres't Third National Bank
AMOS T. HALL, Treasurer C. B. & Q. R. R.	JAS. C. FARGO, Agent American Express
E. G. HALL, Hall, Kimbark & Co.	FRANCIS A. HOFFMAN, Ex Lieut. Governor
CLINTON BRIGGS, Ewing, Briggs & Co.	[illegible] MUNN [illegible] Elevator
[illegible] DORE, President of the Board of Trade	[illegible] ELLIS, Pres't Second National Bank

These gentlemen, together with such others from different parts of the country as they may add to their number for the purpose of fairly representing the shareholders at large, will have the

SOLE MANAGEMENT OF THE AWARD.

ALL ITS DETAILS WILL BE ARRANGED AND EXECUTED BY THEM.

The Plan of the Award Adopted is the following:

Two hundred and ten thousand numbers, representing the certificates issued, will be placed in one wheel, and three hundred and two tickets inscribed with the names of the premiums—the Opera House, three hundred Paintings, and the Bust of Lincoln—will be placed in another. From these wheels a number and a premium will be drawn at the same time, and the number drawn will take the premium drawn with it.

The Premiums will be ready for delivery immediately upon the result of the award being known, and the person by whom the First Premium is drawn will receive an unincumbered Title to the Crosby Opera House [illegible] the person to whom the property shall be awarded from the day upon which the drawing takes place [illegible] Title and legal arrangements will be furnished on application at the Real Estate office of Messrs. Reese & Ayres, Chicago.

Certificates, Five Dollars.

The Purchaser of a Certificate will receive either one of the following beautiful Steel Engravings "The Little Wanderer," or "Gathering Apples," which at publishers' rates are worth the price of the Certificates.

Subscribers for two or more Certificates will receive Engravings worth the amount of the Certificates taken. For Engravings issued to these.

SEE PROSPECTUS.

CHICAGO, ILL., June 1st, 1866.

U. H. CROSBY, Esq.

DEAR SIR:—We have been pleased to learn that you have decided to adopt the "Art Union" principle in the disposition of your Opera House.

While we should be glad to know of your success in such an enterprise under any circumstances, it would add greatly to our gratification to reflect that in accomplishing your own wishes, you had given additional impetus to the development of esthetic taste amongst us, that you would be [illegible] the distribution as proposed of a large number of first class paintings and engravings, we have no doubt and we consider the public opinion [illegible] as well as upon the business importance that they possess in our town well established in integrity satisfactory to assure that the enterprise will be fairly and honorably conducted.

With every wish that you may succeed, we are, dear sir, yours very truly,

E. B. McCAGG	CLINTON BRIGGS, Ewing, Briggs & Co.
W. F. COOLBAUGH, Pres't Union National Bank	JAMES H. BOWEN, Pres't Third National Bank.
S. B. COBB	CHAUNCY T. BOWEN, Bowen Brothers
HIRAM WHEELER, Wheeler, Munger & Co., Elev'r	JAS. C. FARGO, Supt' Amer'n Express
THOS. CHURCH	GEO. L. DUNLAP, Supt' Northwestern R. R.
J. A. ELLIS, Pres't Second National Bank	N. K. FAIRBANK
A. W. MACK, Ed. and Prop. Chicago Republican.	J. A. DORE, Pres't Board of Trade.
AMOS T. HALL, Treasurer C. B. & Q. R. R.	GEO. P. HEALY, [illegible]
MAHLON D. OGDEN, Ogden, Fleetwood & Co.	ELISHA S. WADSWORTH
I. Y. MUNN, Munn & Scott, Elevator.	GEO. S. BOWEN, Bowen Brothers.
JEROME BEECHER	W. F. STOREY, Ed. and Prop. Chicago Times
WESLEY MUNGER, Munger, Wheeler & Co., Elev's	PERRY H. SMITH, Vice Pres't Northwestern R. R.
E. H. HADDOCK	C. M. HENDERSON, C. M. Henderson & Co.
E. I. TINKHAM, Cashier Second National Bank	H. H. MAGIE
CHAS. L. WILSON, Ed. and Prop. Chicago Journal	F. C. SHERMAN, Ex Mayor
H. E. SARGENT, Gen. Freight Agt M. C. R. R.	PHILIP WADSWORTH, P. Wadsworth & Co.
W. E. DOGGETT, Doggett, Bassett & Hills	L. Z. LEITER, Field, Palmer & Leiter
H. W. HINSDALE, Hinsdale, Sibley & Endicott	FRANCIS A. HOFFMAN, Ex-Lieut. Governor
S. D. KIMBARK, Hall, Kimbark & Co.	PETER PAGE, U. S. Assessor
IRA HOLMES, Cashier First National Bank.	JULIUS S. RUMSEY, Ex Mayor
E. G. L. FAXON, Faxon & Co.	DAVID A. GAGE, Sherman House
A. G. BURLEY, Burley & Tyrrell	CARL F. W. JUNGE, Cashier Mech. National Bank.
NATHAN MEARS, Mears, Bates & Co.	A. C. HESSING, Editor Staats Zeitung.

NOTICE.—In ordering Certificates please name Engraving desired, and if ordered, forwarded by mail send [illegible] cents postage. Send Drafts, Post-office Money Orders or Greenbacks, with address of Town, County, and State, carefully written, as every Certificate is fully registered.

All orders for Certificates and communications should be addressed to

U. H. CROSBY, Actuary A. A.,

And directed either to 28 Crosby's Opera House, Chicago, Illinois, or to 625 Broadway, New York.

aug8 30d teopd2

MISCELLANEOUS.

Treasury Regulations Relative to the New Cotton Tax of Three Cents a Pound.

The Commissioner of Internal Revenue has just issued the following important regulations

TREASURY DEPARTMENT, OFFICE OF INTERNAL REVENUE, Washington, July 31, 1866.

The act of July 13, 1866, provided that on and after August 1, 1866, there shall be paid by the producer, owner or holder, upon all cotton produced within the United States and upon which no tax has been levied, paid, or collected, a tax of three cents per pound, and that such tax shall be and remain a lien thereon in the possession of any person whomsoever from the time when such law took effect, or such cotton is produced, until the same shall have been paid. The same law prohibits, under severe penalties, (which take effect Sept. 1, 1866,) the removal of cotton out of the district in which it is produced before the tax is paid, unless it is removed under bond or other security, accompanied by the permit of the assessor of the district.

If, however before September 1, 1866, cotton should be removed out of the district in which it was produced without the payment of the tax, or without being bonded, it will be subject to the payment of the tax of three cents per pound by the holder thereof, wherever it may be found, and in such cases, if any should occur, an immediate assessment should be made upon the holder, and if the tax is not paid upon the demand of the collector, the cotton may be seized under section 18.

Any cotton produced in the United States prior to August 1, 1866, which may be found after that date beyond the limits of the district in which it was produced, no tax having been paid thereon, will be subject to the payment of the tax of three cents per pound by the holder wherever found, except in the following cases, viz:

Cotton removed under a bond executed prior to August 1, 1866, in accordance with the regulations of the Secretary of the Treasury, dated October 6, 1865, which bond does not expire until after August 1, 1866, will be subject only to the rate of tax (two cents per pound) in force at the time of the execution of the bond.

In cases where cotton may have been assessed and the assessment returned to the collector prior to August 1, 1866, such cotton will be subject only to the rate (two cents) so assessed, although the tax may not have been paid prior to August 1.

PLACE FOR WEIGHING, ETC.

Section 3 authorizes the commissioner to designate places in each collection district, where an assessor or an assistant assessor, and collector and a deputy collector, shall be located, and where cotton may be brought for the purpose of being weighed and appropriately marked. These places will be designated, and public notice given of the same from time to time, as proper information is received from the assessor and collector of each district. At such places an assistant assessor, and a collector or deputy collector, must be located, and, where found necessary, persons will be stationed there whose duty it will be to weigh and mark the cotton under the supervision of the assessor or assistant, who will be appointed by the Secretary of the Treasury, under the authority conferred by section 8.

WEIGHING AT OTHER THAN THE DESIGNATED PLACES.

Under the provision of section 3, the owner of cotton may have it weighed and marked wherever it may be in the district, provided he pays the necessary traveling expenses of the officers who do the work. It is presumed that these expenses can be readily agreed upon by the parties, but in case of disagreement an appeal may be taken to the Commissioner. In no case, however, must an officer decline or delay to do the work because of such disagreement.

ACCOUNT TO BE KEPT WITH PRODUCERS OF COTTON.

In order to prevent confusion in the assessment and collection of the tax on cotton, after the same has been weighed and marked, each assessor is required to keep an account with each person for whom cotton has been weighed, similar to the account now kept with manufacturers of the goods produced by them monthly. This account will be debited with the quantity of cotton weighed and marked for each producer or owner, and be credited with the quantity transported beyond the limits of the district in bond under permit granted by the assessor, or removed upon payment of the tax, as ascertained from the quantity, if any, sold and delivered to any manufacturer or manufacturing company for consumption in the district.

REMOVAL OF COTTON UNDER BOND.

Under section 4, cotton may be removed from the district in which it has been produced to any other district, without prepayment of the tax, under bond or other security, to be prescribed by the Commissioner of Internal Revenue subject to the approval of the Secretary of the Treasury.

When the cotton is proposed to be withdrawn by another party than the one for whom it was weighed and marked, the authority to withdraw, from the proper person, should always accompany the entry.

Upon receipt of the entry by the Collector, he will exact from the party making it a bond, with at least two good and sufficient sureties, the penal sum of which shall be double the amount of tax upon the cotton described in the entry of withdrawal.

WHERE THE TAX IS TO BE PAID ON REMOVAL.

Where parties are desirous of paying the tax on their cotton before removal from the district where the same is produced, they will be required to make a return to the Assessor or an Assistant Assessor of the district.

Upon receipt of this return the assessor or the assistant assessor to whom it is delivered will immediately proceed to assess the tax upon the cotton mentioned therein, and will at once certify the amount thereof to the collector and make the required entry in his monthly list.

COLLECTOR'S PERMIT.

Upon receipt of the assessor's certificate, the collector will at once collect the tax and will thereupon issue his permit for the removal of the cotton, which permit must state the amount and payment of the tax, the time such payment was made, and the marks, numbers and gross weight of the bales or packages so that the [illegible] will be fully identified. The [illegible] Internal Revenue for that purpose.

MARKING TAX PAID COTTON.

Whenever the tax is paid upon cotton the collector or deputy collector will cause the same to be [illegible] by the designated marks, the necessary stamps [illegible] such payment, and will, in all cases, carefully insert, under the proper permit for the removal of the cotton, the letter and numbers upon the same.

TRANSPORTATION OF COTTON.

All persons engaged in producing or dealing in cotton, or in the transportation of the same, will especially note that section 4 of the act of July 13, 1866, renders it unlawful from and after the 1st day of September, 1866, for the owner, master, supercargo, agent, or other person having charge of any vessel, or for any railroad or other transportation company, or for any common carrier or other person, to convey, or attempt to convey or transport any cotton, the growth or produce of the United States, from any point in the district in which it shall have been produced, unless each bale or package thereof shall have attached to it or accompanying it the proper marks or evidence of the payment of the revenue tax and a permit of the collector for such removal, or the permit of the assessor as hereinbefore provided, or to convey or transport any cotton from any State in which cotton is produced, to any port or place in the United States without the certificate of the collector of internal revenue of the district from which it was brought that the tax has been paid thereon, or the permit of the assessor, as herein provided, and such certificate must be furnished to the collector of the district to which it is transported, and his permit obtained before landing, discharging, or delivering such cotton at the place to which it is transported.

Any person who violates these provisions, or who conveys or attempts to convey, from any State in which cotton is produced, to any port or place without the United States, any cotton upon which the tax has not been paid, is liable to a penalty of one hundred dollars for each bale of cotton so conveyed or transported, or attempted to be conveyed or transported, or to imprisonment for not more than one year, or both; and all vessels and vehicles employed in such conveyance or transportation are liable to seizure and forfeiture by proceedings in any court in the United States having competent jurisdiction. And all cotton so shipped or attempted to be shipped or transported, without payment of the tax or the execution of a transportation in bonds, may be forfeited to the United States.

Scenes in the Philadelphia Convention—Second Day.

Philadelphia, August 15.—Very forbidding was the weather to-day until an hour or so before the hour for the Convention's meeting. Nevertheless the Wigwam was filled by 12 o'clock, and half an hour later not a seat was to be had. Spectators in the galleries narrowly watched the main entrance for the appearance of notabilities.

The first who arrived was Heister Clymer, Democratic candidate for Governor of Pennsylvania, and he was greeted with loud huzzas during the assembling of the Convention. Knots of persons gathered around Reverdy Johnson, old Mr. Blair, Hendricks, of Indiana, Dean Richmond, Gov. Orr, Gens. Steadman, Couch, Custar and Geary, and as soon as a prominent gentleman was descried on the floor by the throngs in the galleries, the fact was made known by their cheers. When Gen. Dix entered the welcome was tumultuous.

After a few appropriate airs by the band, including "Should auld acquaintance be forgot," the Convention was called to order shortly after 12. On the platform were Chief Justice Woodward of Pennsylvania, ex-Gov. Bigler, Postmaster General Randall, Senator Doolittle, several prominent Democrats, originators of the call, and other distinguished gentlemen. The scene, when the vast multitude had become still, was grand and imposing. The ladies, whose attendance was sparing yesterday, turned out to-day in great numbers, and were attentive spectators of the proceedings.

When Gen Dix introduced Mr. Doolittle, and the latter stepped forward, thunders of applause rolled up from the benches swelled by a vociferous chorus of shouts from the galleries. He spoke with great deliberation, and in a deep, sonorous voice that reached every ear. When he addressed the "Gentlemen of the Convention, and fellow citizens of the United States," the emphasis and pause upon the word "United" produced another round of loud and general applause. No with his reference to this Convention as the crowning triumph of peace, which has her victories no less renowned than war. The allusion to the incident of yesterday, wherein Massachusetts and South Carolina intermingled, produced a similar effect, and when he declared that if the people of Massachusetts could be present here and witness the spirit prevailing, not a man of her present delegation in Congress would be returned, thousands of voices joined in the shout.

Perhaps the crowning feature of the day was President Johnson's dispatch in response to a telegram from Messrs. Browning and Randall. The President's dispatch produced a scene of the wildest and intensest excitement throughout the Wigwam. The public mention of Andrew Johnson's name in a body of the character of the present Convention would of course be sufficient to waken enthusiasm, but in this instance his words of encouragement so flattering to the hopes of his political friends naturally created the greatest delight, which was exhibited in every conceivable manner by shouts and yells, swinging and throwing up hats, stamping feet, clapping hands, etc. The climax was reached by the members of the Convention getting upon the benches and giving three lusty cheers, participated in by the crowds of men in the galleries, and seconded by the ladies, who waved their handkerchiefs. Not long afterwards, O. H. Browning, of Illinois, who succeeded Douglas in the Senate, and who in a couple of weeks will take Secretary Harlan's place in the Cabinet, arose to supply an omission in the representation of Illinois on the address committee. He too was loudly cheered as his broad countenance and shining scalp appeared above the heads of the seated delegates in his vicinity. The session lasted a couple of hours.